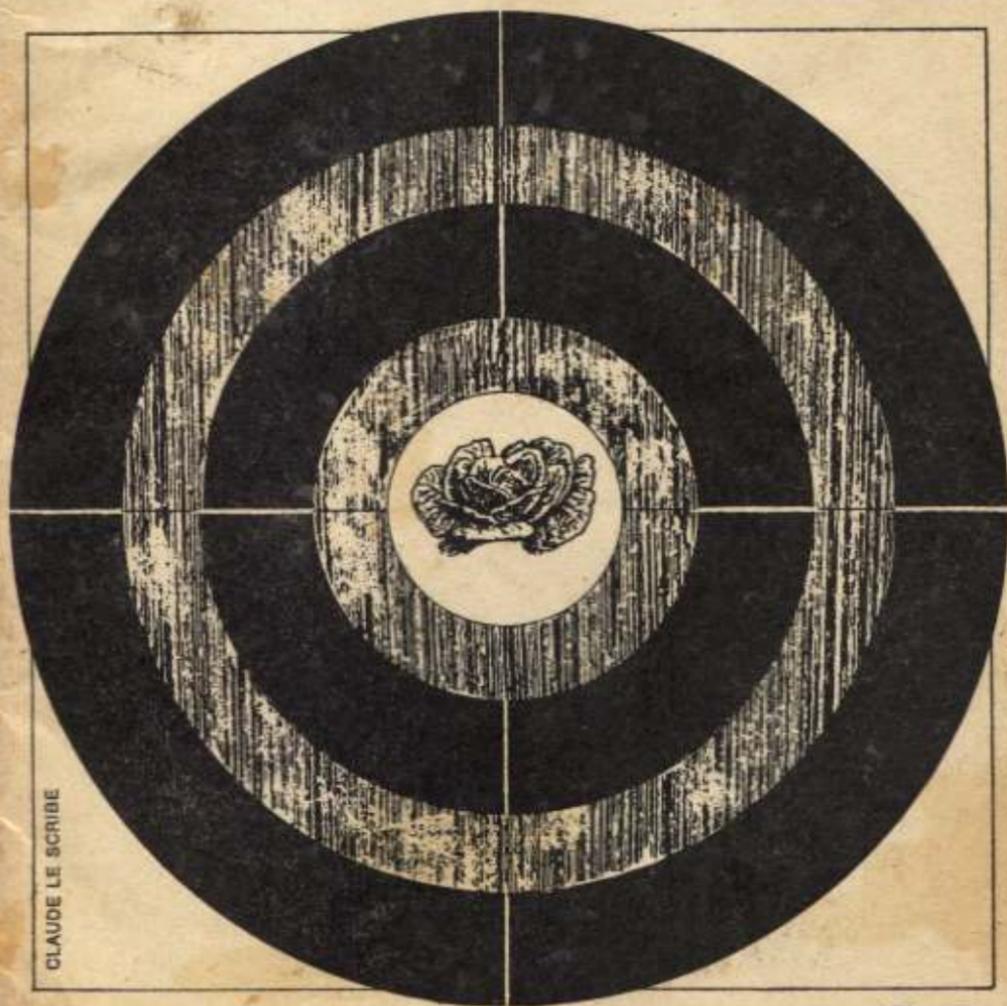




anarchisme et  
non-violence



**CHAVEZ**



CLAUDE LE SCRIBE

26

JUIN — SEPTEMBRE  
1971



- Chavez, présentation, 2
- le raisin, 4
- le boycottage, 7
- lettre de Chavez, 10
- après le raisin, la salade, 13
- prison, 15
- l'anarchisme comme morale, 17
- nous voulons vivre en communauté, 22
- semaine d'action robert carlo, 26
- l'objection politique, 30
- l'objection en espagne, 34
- le refus de l'impôt, 36
- vocabulaire, 37
- nous avons reçu, 41
- numéros disponibles, 42
- correspondants locaux, 44

# SOMMAIRE

---

# présentation

Nous pouvons saluer ici le premier leader non violent issu du sous-prolétariat agricole, en l'occurrence cela n'est pas une fleur de rhétorique. En effet, nous pouvons remarquer que ceux qui devinrent des leaders de mouvements non violents étaient et sont tous issus de moyenne et haute bourgeoisie : un Gandhi, fils et petit-fils de premier ministre, avocat lui-même; Martin Luther King, pasteur, fils de pasteur; Helder Camara, archevêque; Lanza del Vasto, noble sicilien. Leur origine même aura une importance énorme dans le choix des luttes qu'ils mèneront. Tous commenceront à

s'attaquer aux problèmes sociaux, en demandant le respect des règles de la démocratie bourgeoise : indépendance nationale, racisme, respect du travailleur, objection de conscience, et non en s'attaquant au problème de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seul Chavez, du fait même de son origine, posera en fait le problème en termes de lutte de classes, même s'il ne s'exprime pas de cette façon. Organiser la lutte d'ouvriers sous-prolétarisés contre les patrons de l'agri-business, qu'est-ce sinon de la lutte de classe contre classe ?

## petite biographie

Chavez est né en 1927 dans le sud de l'Arizona (U.S.A.), près de Yorma. Ses parents exploitent une minuscule ferme de 20 hectares sur des terrains désertiques. Comme beaucoup

de petites gens, ils seront ruinés lors de la grande dépression des années 30. Il suffit de relire « les Raisins de la colère » pour se rendre compte de ce que fut le sort de ces popu-

lations entières, jetées sur les routes dans l'espoir d'un gagne-pain hypothétique : comme beaucoup, la famille Chavez émigre en Californie en quête de récolte à faire. L'hiver de 1937 se passera sous la tente. Voici ce qu'en dit le frère de César : « C'était une toute petite tente, 2 m sur 3 m. C'est tout ce que nous avions. Toute la famille y vivait. Il plut beaucoup cet hiver-là. Nous allions à l'école pieds nus. Nous n'avions pas de chaussures. » Le père fera des récoltes de prunes, haricots, asperges, betteraves et raisins. En 1941, la famille Chavez se fixe à Delano. C'est alors que les fils, César et son frère, vont se heur-

ter à la discrimination raciale qui touche aussi les Mexicains, « les greasers » (graisseux). Ils feront partie des gangs Pachucos. En tout, César Chavez a passé sept années à l'école. Tout cela a fait que César Chavez sera amené à s'engager plus à fond dans le combat social. En 1952, il entre au C.S.O. (Community Service Organisation de Saul Alinsky). Il y fera un travail social et de l'alphabétisation. Il pourra avoir une vue d'ensemble de la situation des travailleurs mexicains saisonniers. Dix ans plus tard, voyant que cela ne débouche pas et voulant s'attaquer aux choses concrètes, il fonde un syndicat agricole.



## le raisin

« Ceci est le commencement d'un mouvement social dans les faits et non dans les proclamations. Nous cherchons à obtenir nos droits naturels d'êtres humains. Parce que nous avons souffert (et nous n'avons pas peur de souffrir) pour survivre, nous sommes prêts à tout abandonner, même nos vies, dans notre combat pour la justice sociale. Nous n'emploierons pas la violence parce que tel est notre destin ; nous nous unirons. Nous avons appris le sens de l'unité. La force du pauvre est dans l'union. Nous savons que la pauvreté du travailleur mexicain ou philippin en Californie est la même que celle de l'ouvrier agricole dans tout le pays, du Nègre ou du pauvre Blanc, du Porto-Ricain, du Japonais ou de l'Arabe... C'est pourquoi nous devons nous serrer les coudes et nous concerter. Nous devons utiliser la seule force que nous ayons, la force du nombre. Les propriétaires de ranches sont peu, nous sommes nombreux ; unis, nous tiendrons... »

« Nous ne voulons pas du paternalisme des « ranchers ». Nous ne voulons pas des « contractors ». Nous ne voulons pas de la charité au prix de la dignité. Nous voulons l'égalité avec tous les travailleurs de ce pays. Nous vaincrons. »

Ainsi commence la « Proclamation de Delano » et ainsi commence le mouvement qui a dépassé de loin toutes les prévisions de succès.

L'U.F.W.O.C. (Comité d'organisation des ouvriers agricoles) a organisé avec succès un groupe d'Américains qui avait auparavant défié toute tentative des « organisateurs » et qui était qualifié d'« inorganisable ». Il a soutenu un programme continu de grèves et de boycottage pendant trois ans et demi. Aucune grève agricole n'a duré si longtemps dans ce pays. Le Comité a fini par être reconnu par une dizaine de gros planteurs, premier succès de quelque importance pour les ouvriers agricoles depuis trente ans. Mais ce qui est peut-être le plus important, c'est qu'il a su gagner le soutien national de pratiquement tous les milieux. C'est plus qu'une grève, c'est un mouvement.

John Braxton (Peace News, 16 janvier 1970)

## les ouvriers

L'« Agribusiness » est la plus grosse industrie de Californie avec un chiffre d'affaires d'environ 4 milliards de dollars par an. En 1964, 7 % des fermes emploient 75 % des travailleurs et 6 % des planteurs possèdent 75 % des terres. Des subsides fédéraux sont

versés aux grosses sociétés pour freiner la production. Les plantations n'échappent pas au système des trusts et les propriétaires ont en même temps la haute main sur les moyens de distribution. Ainsi, Boswell, premier planteur de raisin dans l'Arizona et de coton en Californie, est en plus directeur de la chaîne de supermarchés « Safeway » qui compte plus de 2.200 magasins d'alimentation ; Magowan, Chandler sont d'autres magnats aux multiples ramifications allant des plantations à la presse en passant par les supermarchés.

L'agriculture est la seule industrie qui ne soit pas régie par un marché libre de l'emploi répondant à la loi de l'offre et de la demande ; elle repose sur l'exploitation de groupes déshérités ou étrangers que le gouvernement laisse entrer illégalement pour donner aux planteurs une main-d'œuvre docile et peu encline à se syndiquer ou à s'organiser d'une autre manière, prête, d'autre part, à accepter de bas salaires. D'où les profits énormes des planteurs et la situation de misère incroyable pour les travailleurs. Selon Chavez, la mortalité infantile chez les travailleurs immigrants est 125 fois plus forte que dans le reste du pays. Les probabilités de pneumonie ou de tuberculose sont au moins doubles. La moyenne de vie de l'Américain est de 70 ans, celle de l'immigrant est de 49 ans. 84 % gagnent moins que l'équivalent du SMIG, le salaire moyen se situant au-dessous de la moitié. La scolarisation varie d'un à quatre ans, et les enfants travaillent en dépit de la loi. Il n'y a pas de stabilité d'emploi, la moyenne étant de 135 jours de travail par an. Pas de Sécurité sociale, pas de retraite, pas de congés payés.

## la grève

César Chavez a travaillé pendant dix ans au C.S.O. (Service communautaire) ; il y a assimilé les principes d'Alinsky concernant les deux fonctions d'une organisation :

- Résoudre par l'action directe les divers problèmes de la communauté la plus déshéritée.
- Inciter la population locale à vaincre l'impuissance psychologique et l'apathie qui les empêchent de participer à la lutte économique.

A partir de cette expérience, Chavez développe l'idée d'un « syndicat social », quelque chose de mieux qu'un syndicat de type industriel, trop limité dans son approche des problèmes, se concentrant surtout sur les problèmes de salaires et de conditions de travail.

C'est parce qu'il pense que le mouvement doit être construit de l'intérieur que Chavez se rend à Delano en 1962. Il y travaille à l'organisation de la N.F.W.A. (Association nationale des travailleurs agricoles) parallèlement à l'U.F.W.O.C. (Comité d'organisation des ouvriers agricoles), affilié à l'A.F.L.-C.I.O. (la confédération syndicale américaine la plus représentative) qui organise de courtes grèves pour des augmentations de salaires.

Le point de vue de Chavez est qu'« on ne peut faire la grève et s'organiser en même temps » et que la grève sera brisée si l'organisation n'existe pas.

En mai 1965, sur un problème de logement (la vétusté des baraques préfabriquées sans eau ni électricité et en protestation contre une augmentation de loyer), une grève du loyer est déclenchée ainsi qu'une marche de 10 km jusqu'au bureau du logement. Un procès est gagné à ce sujet et de petites revendications sont obtenues dans une compagnie. Ces succès partiels ne modifient pas l'opinion de Chavez quant à la stratégie de la lutte. Cependant, une grève étant déclenchée par l'U.F.W.O.C., la N.F.W.A. se joint au mot d'ordre après un meeting. Aussitôt, Chavez se rend à Stanford et à Berkeley pour y prendre contact avec les militants du C.O.R.E. et du S.N.C.C., étudiants ayant l'habitude des mouvements durs et anciens militants des campagnes pour les droits civiques. Le soutien de l'Eglise est aussi sollicité et Chavez prend explicitement position pour la non-violence : « Une goutte de sang vaut plus que tous les contrats de travail ; nous utiliserons les grèves et le boycottage mais nous attendrons aussi longtemps qu'il faudra pour obtenir des conventions de travail sans violence. »

Tout de suite des piquets de grève sont mis en place pour attendre dès l'aube les « jaunes » (souvent des Mexicains que les patrons ont fait venir et qui ne sont pas au courant de la situation), leur expliquer ce qui se passe et leur demander de repartir. La campagne d'explication a lieu également par avion à l'aide de haut-parleurs. De leur côté, les patrons ne restent pas inactifs et tentent de créer des syndicats maisons. Des pressions sont faites auprès des autorités pour empêcher les grévistes de communiquer avec les autres travailleurs. Les piquets de plus de cinq personnes sont interdits. Des bruits de moteurs servent à couvrir leurs voix, des poussières suffocantes, voire des insecticides toxiques sont déversés sur les rassemblements de grévistes.

L'élargissement du conflit a lieu d'abord par diffusion de tracts dans les villes où les patrons recrutent les jaunes, dans un rayon

de 50 km, puis par l'organisation de la campagne de soutien et de boycottage.

## le boycottage

Il concerne tous les produits du trust propriétaire et pas seulement les raisins. Treize villes sont d'abord choisies comme « centres de boycottage » avec chacune une équipe d'une quinzaine de gars de moins de vingt-cinq ans envoyés là-bas sans soutien financier et au contraire chargés, outre leur rôle d'information, de collecter du fric. Le point culminant de cette campagne est atteint à Pâques 66 par une marche de 500 km jusqu'à Sacramento. Cette marche popularise le mouvement, détruit l'image de marque du trust Schenley et développe le soutien à la grève. Après un semblant de capitulation de Schenley, la lutte s'amplifie en se concentrant sur le boycottage du raisin. Dans 34 villes et 13.000 points de vente on cesse la vente des raisins Guimarra. A Boston, on promène des cageots de raisin par la ville avant d'aller les jeter dans le port. A New York, le syndicat des transports diffuse 50 millions de tracts appelant à soutenir le boycottage. Des piquets en voitures suivent les camions qui transportent les raisins et distribuent des tracts expliquant la provenance desdits raisins. A San Francisco les dockers refusent de charger les raisins. Dans les magasins qui refusent le boycottage on organise des « shop-in », les chariots de self-service sont remplis puis abandonnés, des ballons pleins de confettis sont lâchés vers les plafonds avec l'inscription : « N'achetez pas de raisin jaune », des sketches parodiques sont improvisés.

En février 1969 les dockers britanniques, finlandais, suédois et norvégiens s'associent au boycottage, les bateaux chargés de raisin doivent passer par Hambourg et les cageots acheminés par avion. Le décal occasionné par ces opérations est mis à profit par la coopérative des consommateurs suédois pour se rallier au boycottage.

Cependant la lutte sur place prend un tour juridique : les planteurs essayant de vendre leurs raisins sous de faux labels et le gouverneur Reagan mettant la main-d'œuvre des pénitenciers au service des employeurs, des procès sont intentés par la fédération syndicale et gagnés. Des actions sont menées aussi auprès des caisses d'assurances pour que les grévistes cessent d'être couverts. Le sénateur Murphy demande la mise hors la loi de la grève pendant les récoltes. Cela n'étant pas efficace, les patrons tentent eux aussi l'action directe en boycottant les magasins qui boycottent le raisin, sans compter les nombreux actes de provocation tendant à faire sortir les grévistes de leur non-violence et à discréditer le mouve-

ment. Les entorses à la non-violence sont pourtant assez rares, bien que des partisans de la violence se soient manifestés. En 1968, Chavez entreprit une grève de la faim qui dura vingt-cinq jours, en partie pour convaincre les partisans de la violence.

## réflexions

En construisant son syndicat, Chavez voulait montrer aux travailleurs que des victoires sociales et économiques pouvaient être remportées en travaillant en tant que groupe plutôt que par des individus laissant le groupe trouver des solutions. Les planteurs ne s'y sont pas trompés qui disaient : « Ce qu'il veut, ce n'est pas un syndicat, c'est la révolution sociale. »

Dans la théorie comme dans la pratique, Chavez s'inscrit dans la ligne de Gandhi et de Luther King, en particulier lors des deux moments clés du mouvement : la marche de Sacramento et la grève de la faim. On retrouve aussi le souci constant de toujours être prêt à la négociation et de n'avoir recours à aucun moyen de lutte sans s'assurer une préparation suffisante : « Ne pas perdre le sens de la valeur humaine tout en révélant le pouvoir des masses organisées. » Autre similitude, une approche non idéologique de la politique, ce qui exclut tout *a priori* et a permis d'avoir le soutien le plus large des milieux les plus divers, de la classe ouvrière aux étudiants en passant par la petite bourgeoisie et certaines personnalités politiques, comme Robert Kennedy, et s'étendant même à une solidarité internationale. Chavez a su « greffer » un conflit local sur un mouvement potentiel de soutien resté muet depuis les campagnes pour les droits civiques des Noirs en utilisant les mêmes méthodes non violentes. Son action démontre que celles-ci conservent toujours leur impact lorsqu'elles sont fondées sur une organisation solide et adaptée et qu'un facteur de « dramatisation » peut être exploité.

Un point important, ce sont les leçons qui ont déjà été tirées du mouvement de Delano dans d'autres secteurs économiques et géographiques, par exemple en Floride et au Texas où l'on s'est souvenu de l'atout formidable que l'on avait à sa disposition quand on pouvait établir le lien entre l'objet d'un conflit et une grosse boîte avec un nom connu facile à boycotter. On a retenu également l'avantage d'une organisation communautaire.

A noter aussi la clairvoyance de Chavez et d'Alinsky et leur sens des responsabilités à long terme. Sentant le caractère précaire de tout succès social en faveur d'une catégorie vouée à la disparition

quasi totale amenée par une mécanisation de plus en plus poussée, ils ont décidé de préparer les ouvriers agricoles mexicains à la vie urbaine, et dès maintenant les membres de l'U.F.W.O.C. reçoivent une formation mécanique les préparant aux emplois de mécaniciens, irrigateurs, etc., qui seuls seront offerts demain. Ces travailleurs, ayant une formation technique, pourront choisir leur emploi et seront facilement reconvertibles dans l'industrie traditionnelle sans être voués à la condition de manœuvre interchangeable.

**M. Bouquet**

D'après les articles de John Braxton\* parus dans « Peace News »



---

\* A noter que John Braxton vient d'être condamné à deux ans et demi de prison pour refus de service militaire. Il avait fait partie de l'équipage quaker du « Phoenix » qui était allé distribuer des médicaments au Nord et au Sud-Vietnam.

---

La Communauté de recherche et d'action non violente d'Orléans a publié un dossier sur l'action de Chavez. Ecrire à Jean-Marie Mul-

ler, 5, avenue de la République, 45-Pithiviers.

La lettre suivante en est un extrait.

---

*Lettre de Chavez à E.L. Barr, Jr.,  
président de la California Grape and Tree Fruit League*

*Je suis triste d'entendre vos accusations faites à la presse affirmant que notre syndicat et notre boycottage ont réussi parce que nous avons utilisé des techniques de violence et de terreur. Si ce que vous dites est vrai, j'aurais échoué et je devrais me retirer de la lutte ; mais il vous reste la terrible responsabilité morale, devant Dieu et devant les hommes, de dire ouvertement sur quelles informations vous fondez vos accusations pour que nous puissions immédiatement commencer à réparer nos erreurs. Si jamais, pour une raison quelconque, vous êtes incapable de préciser vos accusations, vous devenez alors responsable d'avoir commis un acte de violence contre nous. Je suis convaincu que, comme être humain, vous ne vouliez pas dire ce que vous avez dit, mais que vous avez agi à la hâte, sous la pression de ceux qui ont été chargés d'essayer de contrebalancer l'immense force morale de notre mouvement. Combien de fois, nous-mêmes, nous ne pouvions à peine retenir notre colère et notre amertume !*

*Aujourd'hui, Vendredi Saint 1969, nous nous souvenons de la vie et des sacrifices de M.L. King qui se consacrait entièrement à la lutte non violente pour la paix et la justice. Dans sa « lettre de la prison de Birmingham », le docteur King décrit, mieux que je ne pourrais le faire, nos espoirs pour la grève et le boycottage : « L'injustice doit être exposée, malgré toutes les tensions qui en résultent, à la lumière de la conscience humaine et devant l'opinion nationale, avant qu'elle puisse être vaincue. » Pour notre part, nous avons choisi chaque technique et chaque stratégie compatible avec la moralité de notre cause pour dénoncer cette injustice et augmenter la sensibilité de la conscience américaine, afin que les ouvriers agricoles obtiennent sans effusion de sang la reconnaissance de leur propre syndicat et puissent être consultés par leurs employeurs pour tous les problèmes concernant l'agriculture d'affaires. En mentant au sujet de la nature de notre mouvement, M. Barr, vous travaillez contre un changement social non violent. Sans le savoir, peut-être, vous déclenchez cette autre force que notre syndicat, par la discipline et par l'éducation, s'efforçait d'éviter, cet acte de folie, cette violence insensée qui ne respecte aucune couleur ni aucune classe.*

*Vous devez comprendre — je dois vous faire comprendre — que les membres de notre mouvement et les centaines de milliers de pau-*

vres et de dépossédés qui ont retrouvé l'espérance par nous sont, avant tout, des êtres humains, ni pires ni meilleurs que ceux de n'importe quelle couche de la société humaine. Nous ne sommes pas des saints parce que nous sommes pauvres, mais nous ne sommes pas non plus pour cela des gens sans moralité. Nous sommes des hommes et des femmes qui avons beaucoup souffert, non seulement à cause de notre terrible pauvreté, mais parce qu'on nous forçait à rester pauvres. La couleur de notre peau, nos langues maternelles, nos origines, le manque d'éducation, l'exclusion du procédé démocratique, le nombre de nos morts dans des guerres récentes, tous ces fardeaux portés par des générations ont failli nous démoraliser et briser notre esprit. Mais Dieu sait que nous ne sommes pas des bêtes de somme, ni des esclaves : nous sommes des hommes. Et reprenez bien ceci, monsieur Barr : nous sommes des hommes engagés dans un combat à mort contre l'inhumanité de l'homme envers l'homme dans le secteur de l'industrie que vous représentez. Et cette lutte donne un sens à notre vie et ennoblit notre mort.

Comme vous le savez par expérience, nos grévistes, ici à Delano, et ceux qui nous représentent dans le monde entier sont bien préparés pour ce combat : ils ont subi le jeu ; ils ont été enchaînés et emprisonnés ; ils ont été ridiculisés ; ils ont été arrosés de poison insecticide. Mais ils ont appris à ne pas se rendre, à ne pas accepter passivement ni l'injustice ni la mort, à ne pas s'enfuir dans le déshonneur ; mais, au contraire à résister avec une persévérance inépuisable ; à résister non par la loi du talion, mais par celle de l'amour et de la compassion, avec ingénuité et esprit créateur, avec un travail dur pendant de longues heures, avec opiniâtreté, ténacité et patience, avec la prière et le jeûne. Ils n'ont pas été entraînés en un seul mois, ni en une seule année ; au contraire, cette nouvelle saison de vendanges marquera notre quatrième année de grève et nous continuons de faire des projets et de nous préparer pour les années à venir. Le temps accomplit pour les pauvres ce que l'argent fait pour les riches.

Cela ne veut pas dire que nous prétendons avoir réussi partout ou n'avoir commis aucune erreur. Et bien que nous ne sous-estimions pas nos adversaires, car ce sont eux les riches et les puissants, eux qui possèdent la terre par la violence des structures, nous n'avons pas peur et nous n'évitons pas la confrontation. Nous la souhaitons. Nous la recherchons. Nous savons que notre cause est juste, que l'histoire est l'histoire de la révolution sociale et que les pauvres posséderont la terre.

Une fois de plus, je m'adresse à vous comme représentant de votre industrie et comme homme. Je vous demande de reconnaître notre

syndicat et de négocier avec lui avant que la pression économique du boycottage et de la grève ne soit devenue décisive ; mais si vous n'acceptez pas cette proposition, je vous demande de venir au moins discuter avec nous des précautions à prendre pour que notre lutte historique demeure non violente. Je fais cet appel, car, comme un des leaders de notre mouvement non violent, je connais et accepte ma responsabilité d'empêcher, si possible, la destruction de la vie humaine et de la propriété. Pour cette raison, et parce que je connais l'exhortation de Gandhi : « Le jeûne est le dernier recours avant l'épée », en un temps très critique pour notre mouvement, en février 1968, j'ai jeûné pendant vingt-cinq jours. Je vous répète les principes qui ont été annoncés aux membres du mouvement au commencement de ce jeûne : si la construction de notre syndicat exige la destruction consciente de la vie d'un propriétaire ou de son enfant, d'un ouvrier ou de son enfant, alors je choisis de ne pas voir la naissance de mon syndicat.

Monsieur Barr, permettez-moi d'être honnête avec vous. Vous devez comprendre ces choses. Nous proposons la non-violence militante comme moyen de réaliser la révolution sociale et de créer la justice pour notre peuple, mais nous ne sommes pas aveugles et sourds devant les courants désespérés créés par la frustration de l'homme, devant l'impatience et la rage qui se manifestent parmi nous. Gandhi lui-même avouait que si le choix n'était qu'entre la lâcheté et la violence, il choisirait la violence. Les hommes ne sont pas des anges. Précisément, à cause de ces puissantes émotions humaines, nous nous sommes efforcés de faire participer le peuple à sa propre lutte. La participation et l'autodétermination restent la meilleure expérience de la liberté ; et les hommes libres préfèrent instinctivement le changement démocratique et protègent même les droits qui permettent de le rechercher. Seulement, ceux qui vivent dans un esclavage sans espoir ont besoin d'un changement violent, radical.

Cette lettre n'exprime pas tout ce qui est dans mon cœur, monsieur Barr. Mais si elle ne vous dit rien d'autre, elle vous dit que nous ne vous haïssons pas et que nous ne nous réjouissons pas de voir votre industrie ruinée ; nous haïssons le système de l'agriculture d'affaires, qui veut nous maintenir dans l'esclavage, et nous allons le vaincre, non par la loi du talion ou l'effusion de sang, mais par une lutte non violente déterminée, portée par les masses d'ouvriers agricoles qui aspirent à une vie libre et humaine.

Sincèrement vôtre.

César E. Chavez

United Farm Workers Organising Committee, A.F.L.-C.I.O.

# après le raisin,

## la salade

L'entreprise Bud Antle est le plus grand producteur de salade de tous les U.S.A. En 1961, il y eut dans cette boîte des difficultés financières. L'entreprise vendit donc 40 % de ses terres à la Dow Chemical qui les lui laissa pour exploitation.

De ce fait, la D.C. prit la part la plus grosse au sein des Ets Bud Antle et devint son propre client. Elle s'achète les emballages pour les laitues et les pesticides pour combattre les parasites. A ce sujet, on peut se demander si ce dernier produit n'a pas été expérimenté d'abord au Vietnam. La D.C. a, en effet, une spécialité autre que la salade : elle fabrique le napalm utilisé au Vietnam. Le cercle est bouclé. Le slogan « Chicanos-Vietcong, même combat » est sans aucun doute fondé.

Instruit de la façon dont les patrons du raisin avaient été amenés à reculer devant Chavez et ses camarades, le trust Dow Antle, le 6 octobre, obtient un arrêté interdisant toute grève des récoltes ainsi que le boycottage de la laitue par les consommateurs. Evidemment les avocats de l'U.F.W.O.C. avertirent que cet arrêté était illégal et firent appel.

A l'audience du tribunal où il s'agissait de déclarer la plainte recevable ou non, le juge dit qu'il suspendrait l'arrêté à condition que l'U.F.W.O.C. dépose une caution de 2.750.000 dollars. Toutes les assurances sur la vie des grévistes n'approchaient même pas ce montant. Alors les sympathisants de Chavez organisèrent des manifestations contre l'exploitation par la D.C. des travailleurs agricoles, aussi bien à Seattle qu'à Washington. Sur quoi Bud Antle, lui-même téléphona au bureau de l'U.F.W.O.C. disant : « Laissez de côté la Dow Chemical, sinon vous aurez beaucoup d'ennuis ! »

Le 20 novembre, Chavez envoya un télégramme à la D.C. afin de pouvoir, au cours d'une réunion, discuter des conditions de travail des ouvriers saisonniers. Il se heurta à une fin de non-recevoir. Néanmoins, le 23 novembre, Chavez était inculpé pour viol de l'arrêté et emmené au poste. Après six heures d'interrogatoire il paraissait devant le tribunal. Condamné, il était libéré deux mois plus tard,

bien que l'inculpation tint toujours. Sur cette situation se greffe un problème de rivalité syndicale. Le concurrent direct de l'U.F.W.O.C. de Chavez est la Teamster Union (syndicat des transporteurs). Ce dernier est bien connu comme étant un syndicat contrôlé de sa prison par le maffiosi Jim Hoffa. La T.U. pour s'agrandir avait de curieuses pratiques : non contente de syndiquer les camionneurs eux-mêmes, ceux qui chargeaient les camions étaient contraints de faire de même ainsi que ceux qui préparaient les chargements et ainsi de suite, jusqu'aux travailleurs mexicains qui récoltaient la salade. En leur nom à tous, la T.U. signait des contrats amicaux avec les patrons de l'agribusiness, ne prévoyant pas de grèves mais une petite augmentation. Il semble d'ailleurs que les bonzes de la T.U. n'allaient pas voir sur place si la seconde partie du contrat était respectée.

En 1969, après avoir gagné la bataille du raisin, Chavez entama celle de la salade. La grève commença à Salinas. Apprenant que les travailleurs de Bud Antle étaient inscrits à la Teamster Union, César Chavez leur conseilla de ne pas entrer en grève. Il craignait que la T.U. ne se saisisse de l'occasion pour essayer d'abattre l'U.F.W.O.C. Les travailleurs de Bud Antle ne le suivirent pas dans ce raisonnement et arrêtaient le travail.

Nous dirons ici que Chavez se fit déborder par sa gauche. La riposte de la T.U. fut d'organiser la vente de salades elle-même. Au lieu de la marque originale, il y avait écrit « laitue syndicale » avec le symbole de la T.U., chevaux sur fond de bannières étoilées. Grâce à la vigilance des sympathisants de l'U.F.W.O.C. le contre-boycottage de la T.U. échoua, et le gouvernement, poussé par la D.C., acheta les laitues pour l'armée. Ce qui donna lieu à des manifestations devant les bases militaires, auxquelles beaucoup de G.I.'s participèrent.

C'est de cette façon, concrète, que les travailleurs saisonniers firent le joint avec la lutte contre la guerre d'Indochine. Aujourd'hui, les patrons de l'agribusiness attendent beaucoup du projet de loi déposé au Congrès par le sénateur réactionnaire Murphy, de Californie. Ce projet prévoit tout simplement que les grèves seront interdites au moment des récoltes. C'est comme si les travailleurs de chez Renault n'avaient pas le droit de faire grève quand ils travaillent. L'outrance même du projet ne lui vaut que peu de sympathie. Devant ces difficultés, les patrons essaient de faire passer des « Murphy Bill » locaux. Ils pensent que quand plusieurs Etats auront adopté ce genre de loi, il passera plus facilement au Congrès.

A ce point on peut se demander quelle est la position politique de l'U.F.W.O.C., républicains ou démocrates ? On peut mettre au crédit de Chavez qu'il ne choisit pas entre « la peste et le choléra ». Les candidats démocrates sont beaucoup trop liés avec les grands fer-

miers pour qu'ils puissent faire illusion. De toute façon, ces politiciens savent que le vrai pouvoir n'est pas détenu par les miséreux de l'U.F.W.O.C. Pour contrer l'offensive politique du patronat, l'U.F.W.O.C. se donnera-t-elle un outil politique ? Certains l'espèrent. Un parti politique issu de la classe ouvrière en lutte changerait d'après eux la situation politique américaine. Il semble que ce ne soit qu'un vœu pieux. Qui vivra verra...

Cet article est tiré de deux journaux américains : celui des Wobblies, « Industrial Worker », organe anarchosindicaliste, et « Worker's Power », socialiste international, tendance trotskyste. Ces deux journaux ont fait le tour de force de parler de ce conflit sans mentionner une seule fois la non-violence de Chavez.

P. Sommermeyer

---

## PRISON

*Pour la première fois César Chavez a été emprisonné pour son combat syndical.*

*Il a été enfermé dans la prison du comté de Monterey, en Californie, pour avoir refusé d'obéir à une décision du tribunal demandant l'arrêt du boycott national concernant la salade récoltée par des travailleurs non syndiqués.*

*Le Syndicat des camionneurs ayant accepté de signer des accords de complaisance avec les employeurs, ceuz-ci pouvaient alors prétendre que leurs ouvriers étaient déjà syndiqués et n'avaient pas besoin de l'U.F.W.O.C. Les accords avec les camionneurs ne comprenaient aucune clause obligeant les pro-*

*priétaires à accorder des conditions de travail et des salaires satisfaisants.*

*Dans sa cellule, Chavez a reçu en particulier la visite de la veu-*



ve de Robert Kennedy, à la grande colère des propriétaires dont certains lui ont tiré les cheveux alors qu'elle assistait à une messe en plein air en face de la prison ; un autre tenait une pancarte où l'on pouvait lire : « Après Robert, César : deux têtes valent mieux qu'une ! » Il a aussi envoyé des messages d'encouragement. « J'étais spirituellement préparé à cette arrestation. Je ne pense pas que le juge ait été malhonnête. Je suis prêt à payer le prix de la désobéissance civile. » Un prêtre raconte, après l'avoir vu la semaine dernière, qu'il est mal à l'aise

parce que ses gardiens ne l'autorisent pas à avoir un matelas pour reposer son dos malade.

Mais l'impact de cet emprisonnement a permis de rendre effectif sur une large échelle le boycottage de la compagnie Bud Antle qui avait attaqué Chavez en justice. A New York, seize militants furent arrêtés alors qu'ils organisaient un piquet de boycottage à l'extérieur d'un marché. En fait Chavez peut déclarer : « Nous sommes plus avancés au bout de deux mois de boycottage de la salade qu'auprès trois ans de boycottage du raisin. »



Notre vieux camarade Louis Lecoin est décédé le 23 juin, après quatre-vingt-trois années de lutte. Il est encore possible de se procurer le récit de sa vie militante : « le Cours d'une vie ».

## L'ANARCHISME COMME MORALE

Il y a ceux qui découvrent l'anarchisme, et c'est parce qu'ils en ont marre, qu'ils sont en révolte profonde, instinctive, douloureuse contre la vie qu'on leur fait mener, l'obéissance qu'on leur impose, la haine, l'agressivité et la compétition qui règnent entre les gens. Se révolter, d'accord, mais ça ne suffit pas : alors on fait la théorie de sa pratique, on passe de l'individu au collectif, on devient révolutionnaire. Si l'on admet ce cheminement, c'est tout l'anarchisme qui repose sur des « postulats individualistes », pour reprendre les termes du bel article de René Furth (A.N.V. 25).

Cela dit, tout le monde ne choisit pas le même camp. Le choix que proposent les groupes anarchistes est-il acceptable ? Au vrai, ceux-ci devraient refuser le « suivisme », l'aveuglement, le choix irraisonné ; ne devraient-ils pas rechercher alors l'autonomie, le jugement, la critique permanente ? Mais ils veulent prendre leur place parmi les groupuscules, et jouer le même jeu : pour ça il faut être beaucoup, crier fort, militer en permanence, faire le coup de feu (ou le dire), agiter des étendards. Déjà les camarades de feu *Noir et Rouge* ont dénoncé une forme de militantisme professionnel. Nous pensons que l'anarchisme c'est d'abord un mode de vie, un modèle global, une morale — n'ayons pas peur du mot —, et que la force du mouvement vient de la force des individus qui le composent, et pas de sa masse (même s'il y a une différence de qualité entre le mouvement et les individus ; on en parlera plus loin). Si on se borne à entraîner des gars dans des manifs ou de l'agitation, on court le risque que le but soit voilé par les moyens : la violence, les pavés, le sabotage, c'est plus drôle que la construction d'une nouvelle société. Les groupes autoritaires épurent leurs rangs de ceux qui, pour servir la Cause, vont trop loin dans l'esbroufe ou le règlement de comptes ; nous préférons éviter cette tâche désagréable et nous définir clairement à l'avance, pour savoir sur qui compter et ne pas donner prise à la provocation et à la délation.

### la non-violence est-elle une idéologie ?

Lorsque nous critiquons une certaine idéologie de la violence, ce n'est pas pour la remplacer par celle de la non-violence. Surtout, nous ne voudrions pas être pris pour des non-violents exclusifs ! A ceux de l'Arche, de la Réconciliation, aux pacifistes intégraux, qui veulent nous récupérer, nous préparons une réponse... Aujourd-

d'hui, essayons de parler aux anarchistes. Ceux-ci nous tiennent parfois pour des contre-révolutionnaires, au mieux pour des humanistes ou des individualistes.

Si notre « groupe » en tant que tel ne se rattache à aucune tendance de l'anarchisme — pas plus à Bontemps qu'à Leval, pas plus à Joyeux qu'à Cohn-Bendit —, il ne se referme pas non plus sur lui-même, et la plupart d'entre nous sont actifs dans leur région, sur leur lieu de travail, anars avec les anars. La non-violence, c'est plutôt une attitude, un des moyens qui nous semblent importants pour atteindre ce but qu'est une société d'anarchie. A ce titre-là il n'y a pas de sociologie ou d'histoire non violente, comme le relève Furth : c'est l'anarchisme qui peut servir à analyser, à comprendre et à transformer la société dans laquelle nous sommes, ses valeurs et ses conflits (1). Et c'est parce que nous sommes anarchistes que nous considérons la violence comme une allée du pouvoir et de la répression. Nous l'avons dit dès le début : nous sommes non violents parce qu'anarchistes.

Et si ça ne saute pas aux yeux, c'est bien parce que nous sommes en pleine recherche, et que nous ne croyons pas pouvoir apporter la vérité sur un petit plateau.

Il s'agit de préciser de quelle violence nous parlons : de celle qui régit les rapports sociaux, et les embrume, et qui fait mal ? Là, nous nous trouvons d'accord avec bien des gens, d'un large éventail politique. Ou de l'accoucheuse de l'histoire ? C'est ici qu'on risque la confusion : à parler de violence et de non-violence plutôt que de révolution, on en vient à leur donner trop d'importance. La violence, demande Furth, est-elle un moyen efficace, susceptible d'instaurer des relations libres entre les hommes ? Bien sûr que non ! La violence n'a qu'elle-même pour but, et ce sont ses utilisateurs qui la font cesser ou l'orientent vers des fins précises. Ceux qui en font une idéologie, pour qui la révolution est au bout du premier fusil venu, ils ressemblent à ces enfants qui croient que le nouveau-né sort du cabas de la sage-femme. Dans toute révolution il y a de la violence, mais elle n'est peut-être pas tellement nécessaire (voir à ce sujet l'opinion d'Isaac Deutscher, A.N.V. 23), et il vaut peut-être mieux la limiter qu'en rajouter. Parce qu'on n'en sort plus.

D'ailleurs, ce ne sont jamais les révolutionnaires qui déclenchent la révolution, n'est-ce pas, camarades ? (2) Il faudrait seulement se lever plus souvent de bon matin, pour la voir venir, faire plus souvent silence, pour l'entendre murmurer, et tâcher de trouver la

bonne réponse, le bon chemin. Les avant-gardes, les minorités agissantes, les milieux libres, les territoires libérés, ils ne devraient servir qu'à ça. Prétendre que « seul un affrontement violent peut déclencher un processus » révolutionnaire, c'est abuser du langage, c'est participer du mythe de la violence ; pris dans cet engrenage, Sartre va jusqu'à déclarer que « la grève de la faim est une démarche violente et révolutionnaire », pour justifier cet emprunt aux non-violents ; or, si la grève de la faim exerce aucune violence, ce n'est jamais que contre les grévistes.

### **l'action directe**

Alors, qu'est-ce qu'on fait ?

L'important, c'est de ne jamais se satisfaire de ce qu'on a réalisé. Une usine occupée, un statut des objecteurs, une communauté qui marche, une grève de la faim, un article dans une revue, trente mille personnes au Mur des Fédérés, c'est bien si ça permet d'aller plus loin, si ça élargit les consciences, si ça ne se borne pas à « réveiller les colères passées », mais que ça en fait du bon bois, de bonnes briques. On peut travailler tout seul, dans sa maison, dans son usine, discuter avec les gens, parler aux enfants, avoir un procès et y dire ce qu'on pense. On peut aussi être beaucoup, faire des grèves, des manifs, des meetings. On peut être moins nombreux, ouvrir une école, animer un quartier, vivre en communauté, faire du théâtre, coller des affiches. Pourquoi plutôt telle action que telle autre ? L'important, c'est que nous croissions et multiplions, comme disait le fabuliste. Que les types d'action naissent de la nécessité des situations. Les non-violents aiment bien le dialogue. Soit. Mais quand ils s'asseyaient par terre, quand ils se présentent collectivement et silencieusement aux procès par solidarité avec l'accusé, quand ils s'enchaînent devant une prison, c'est difficile de parler avec eux. Une grève de la faim, ça ressemble plus à une pression qu'à un dialogue. Dans le premier numéro d'A.N.V., quelqu'un écrivait : « La non-violence n'est pas un refus de la violence, mais une autre forme plus élaborée de rapport de forces. » Au début, nous ne savions pas très bien comment ça se ferait, nous disions comme le relève Furth qu'il fallait sublimer les colères passées et en faire des actions créatrices. Maintenant nous en sommes moins sûrs : nous ne sommes plus des opposants de principe au bris de vitres ni des inconditionnels des communes autogérées (cf. notre critique à « Pour une stratégie de la révolution non violente », d'Ebert, A.N.V. 22).

## le groupe, l'histoire

Furth nous classe parmi les individualistes anarchistes. Il est vrai que nous avons tous été influencés par E. Armand ; que nous privilégions volontiers les actions individuelles ou de petits groupes, de type communautaire. Mais nous ne le sentons pas comme un manque, comme une ignorance des idées collectivistes et communistes libertaires. C'est plutôt les communistes qui risquent de manquer l'homme au profit du groupe, d'oublier, dans la société autogérée, l'autogestion de la vie quotidienne.

« Ce n'est qu'avec beaucoup de prévention que l'on admet les mots de liberté, vérité, humanité, et encore, pas au titre d'entités abstraites, mais limités, déterminés par des objectifs comme "prolétarien, socialiste, point de vue de classe". La franchise, la tolérance, l'objectivité continuent à sentir le révisionnisme, et passent le plus souvent pour de la contrebande de l'ennemi de classe. » Cette remarque d'Ernst Fischer (3), marxiste critiquant les pays soviétiques, ce serait moche de devoir l'appliquer aux anars. On salue la naissance d'un socialisme humain dans les pays de l'Est, mais on ricane quand ce sont des socialistes occidentaux qui parlent de l'homme. Furth ne tombe certes pas sous le coup de cette critique, mais il nous enferme dans un rôle spécifique, pouvant contribuer sur le plan individuel à la formation de bons révolutionnaires, mais distinct de celui des barricadiers mêmes.

Pas d'accord. Pas d'accord non plus sur notre manque de perspective historique. Ou alors, mettons tous les anars dans le même bain : on s'acharne à répéter que Bakounine déjà avait prévu le bureaucratisme d'Etat soviétique, on confond marxisme et partis communistes, on met tous les impérialistes dans le même paquet, on n'est pas fichus de produire un travail utile et nouveau sur l'économie de l'Europe occidentale ou de son petit pays à soi, sur les syndicats, sur l'école. On a depuis un siècle des formules magiques, incantatoires.

Les Etats, depuis Bismarck et Thiers, ils ont acquis des propriétés différentes. Les écoles, depuis Sébastien Faure et Ferrer, elles ont évolué ou empiré. Les syndicats, depuis la charte d'Amiens, ils ont un autre rôle et d'autres structures. Sur le rôle de la violence dans l'histoire, on ne peut plus s'en tenir à Engels ou à Sorel. Sur le rôle de l'autorité dans l'histoire, tout reste à dire. Parfois des camarades s'attellent au travail et analysent un aspect de la réalité sociale. Il ne faut pas négliger l'importance de ce qui a été entrepris. Mais le morceau est gros, il n'y a pas que cela à faire.

## les inachèvements de l'anarchisme non violent

L'anarchisme non violent, ça n'existe pas, ça existera peut-être un jour. Nous pensons avoir avancé un peu dans la recherche : à lire la critique fraternelle de Furth, nous avons été surpris d'y trouver une image désuète de notre groupe, image de quand nous nous sentions faibles, trop peu nombreux, en terrain marécageux. Nous avons pris de l'assurance, nous nous sommes sali les mains.

Les groupes anars les plus ouverts, les non-violents les plus gauchistes, les communautés, tous sont en période expérimentale, aucun n'a la clef de l'analyse la plus exacte, de la stratégie la meilleure. Le chemin qui nous reste à faire, nous ne voyons pas grand monde nous y précéder.

Et puis, c'est parfois volontiers que nous restons sur notre terrain, pour ne pas faire du syncrétisme : quand nous empruntons des idées, des articles, des expériences, nous tâchons de les réinventer, de les voir d'un œil neuf, de les critiquer en absolue liberté. Nous sommes encore sur la défensive, cet article en est un exemple : que l'on parle des anarchistes non violents ou des non-violents, nous avons envie de répondre, sans toujours oser explorer de nouveaux champs ou prendre des initiatives. A savoir si l'anarchisme doit devenir un outil d'analyse et de prévision utilisable en toutes occasions, ou si c'est une perpétuelle invention.

Marie Martin

(1) Jusqu'ici, il faut reconnaître qu'il n'est pas allé beaucoup plus loin qu'au temps de grand-père Bakounine, et que l'on est bien content de se servir d'études marxistes ou autres, des concepts d'alléation, d'exploitation, de lutte de classes...

(2) Quand elle éclate, c'est qu'il y a un décalage flagrant entre la conscience des masses et l'incapacité du pouvoir à les gouverner. C'est que l'Etat est tellement malade qu'il n'y a qu'à dévisser quelques boulons pour qu'il se fracasse. Violence ? La question est bien plutôt de savoir s'il faut prendre le pouvoir, occuper la place vacante, ou si on est assez fort pour s'en passer.

(3) Ernst Fischer, « A la recherche de la réalité », trad. franç., Paris, Denoël, 1970.

## " Nous voulons vivre en communauté "

« Et puis, il est plus facile de lever son bouclier que d'ouvrir les bras devant l'autre. »

Alors, un jour, nous avons décidé de nous unir les uns aux autres, dit un communautaire. Pourquoi ? Pour vivre mieux, pour vivre davantage, pour vivre maintenant; parce que c'est moins idiot. Contre l'inquiétude, l'assèchement de la vie et du corps. J'y suis bien, dit un autre, je suis plutôt mal ailleurs, c'est tout.

Ce n'est pas facile. Nous ne sommes pas nés en communauté : nous y apportons nos mots d'avant, nos mutilations, nos envies. Mais nous partageons, peut-être, cette « extrême exigence de bonheur » qui nous permettra d'aller plus loin. De remettre en question la vie de tous les jours, le militantisme, le travail, l'argent.

La communauté, ce n'est pas se replier sur soi, s'isoler volontairement. Le groupe devrait y acquérir plus de force, y mettre à l'épreuve sa cohérence, y faire la « démonstration concrète de l'authenticité du combat qu'il mène et de la possibilité de construire une société radicalement nouvelle ». C'est parfois vivre le socialisme libertaire, avec tous les déchirements que cela comporte

lorsqu'on est inséré dans le monde, lorsqu'on veut agir avec les autres, lorsqu'on veut abolir les séparations.

Ce qu'on peut faire maintenant, c'est pas grand-chose, et c'est peut-être tout. C'est modifier radicalement les rapports de travail, et les rapports de l'homme à la matière, redonner sens au travail créateur et à l'étude non rentable; cela surtout pour les communautés qui veulent vivre en autarcie sans vendre leur force de travail, mais aussi pour les autres. C'est aussi modifier les besoins : on a généralement peu d'argent, on échange les biens entre communautaires, on récupère les objets jetés à la poubelle, on donne et on reçoit.

C'est surtout inventer de nouvelles relations personnelles, l'amour et l'affection indissociés, la structure familiale détruite et retrouvée. Agnès dit : « Si l'on veut établir des relations d'amour à l'intérieur d'une communauté, comment peut-on mettre les différentes manifestations de l'amour dans de petites cases séparées ? Comment peut-on mettre à part les relations sexuelles ? C'est une relation unique et globale qu'on a avec les gens. Elle peut devenir sexuelle comme elle peut ne jamais le devenir. »

Toutes ces choses qu'écrivait Gougäud, qu'il a recueillies auprès de plusieurs communautés à travers le monde, c'est bien, parce que ça nous concerne, parce que nous nous y retrouvons, parce que ça pose un tas de problèmes que nous nous posons et que nous vivons, en communauté ou pas. Il ne résout rien, ce bouquin, il nous parle : il faut le lire.

Parce que les problèmes subsistent, ils nous harcèlent. Que choisir, nous ou les autres. Comment vivre et ne plus survivre. Comment apprendre la

liberté, la transparence. Il y a toujours des écueils. Neuf fois sur dix ça craque, toujours douloureusement, parfois pour recommencer mieux. On ne sait pas si c'est ça, la révolution.

« Les marxistes nous ennuyaient, les anarchistes nous font sourire, car ce n'est pas nous qui saurons bâtir le nouveau monde, mais les hommes nouveaux que nous deviendrons peut-être un jour. »

**Deux communautaires.**

Henri Gougäud : *Nous voulons vivre en communauté*, éd. Belibaste, 5, rue des Boulangers, Paris (5<sup>e</sup>), 1971, 121 p., 18 F.

---

## **COURRIER**

*Je vois l'utilité des communautés comme ceci : il faut attaquer le système de l'intérieur et de l'extérieur. La communauté, qui tend à devenir un « territoire libéré » économiquement, attaque de l'extérieur. Elle agit aussi en déconditionnant les membres, en les libérant de leur éducation, de leurs préjugés, etc. Enfin, elle peut être une base d'action vers l'extérieur.*

*Mais la réalité a été différente en ce qui me concerne. Voici ce qui a été fait chez nous :*

*Une des fautes majeures, à mon avis, a été un manque de préparation, de planification avant le début. Par exemple, on aurait pu se poser des questions du genre : quels sont nos besoins ? nos ressources ? nos buts ? nos moyens d'action ? Cela n'a pas été fait, ou si cela a été fait, ça a été oublié en route. Les conséquences de ce manque de préparation ont été d'abord des difficultés économiques (on ne s'improvise pas paysans sans quelques ennuis) qui se résolvent progressivement, puis des divergences de vues entre les membres. Ceux-ci, en effet, ne se connaissaient pas avant de venir à la communauté, qui s'est formée par arrivées successives se greffant sur un noyau initial de deux ou trois personnes. Il en résultait des différences*

théoriques sur beaucoup de points : violence ou non-violence, alimentation végétarienne ou non, action militante ou non, etc. Un des points majeurs était le problème sexuel : liberté « obligatoire » ou liberté tout court ; extinction du couple ou élargissement ? Cela était aggravé par la disproportion : une dizaine d'hommes et deux ou trois femmes, disproportion provenant du mode de recrutement.

Bien sûr, il y avait en plus les problèmes communs à toutes ces tentatives : manque de maturité (certains prenaient les responsabilités à cause du manque d'initiative des autres) ; tendances autoritaires voilées ; tensions de la vie en vase clos ; sectarisme de quelques-uns : hors de la communauté point de salut, ce qui entraînait, dans les remises en question communes, trop d'agressivité, le crime suprême étant la conduite anticommunautaire ; avec les flics et les voisins, relations parfois extrêmement tendues, ce qui est normal, mais aurait pu être arrangé avec des attitudes moins provocatrices.

L'action militante a été assez faible : tirage de quelques tracts ; grève de la faim dans une église, piteusement avortée au moment du procès de Burgos. Pourtant, de bonnes relations avec les groupes anars locaux. Il me semble que, là, le danger était de se replier sur soi-même et de se contempler le nombril. Il n'a pas toujours été évité.

Voilà. J'ai essayé d'être concret sans trop révéler la « cuisine » intérieure. J'ai peut-être encore quelques déceptions ou rancœurs personnelles, mais j'ai essayé d'être objectif. La communauté continue donc, après le départ de six personnes. Quatre ont fondé une autre communauté. Les deux autres sont parties chacune de son côté, tout en gardant l'idée de communauté en tête. En ce qui me concerne, je remets la tentative à plus tard, et avec beaucoup plus de maturité de ma part.

P.B.



## Communauté de travail en Bretagne

1) Il existe un problème breton.

2) Il peut s'énoncer en deux phrases :

a) Les jeunes Bretons en ont assez de devoir s'expatrier pour trouver du travail.

b) Le fait culturel breton revêt une importance considérable, ouvrant sur des perspectives qui dépassent de beaucoup le folklore touristique.

3) La Bretagne est en état de crise ; des réactions justifiées mais aux formes regrettables peuvent se produire ou se reproduire : il y a là matière à réflexion et action pour tous ceux et celles qui recherchent dans un esprit de non-violence (cf. n° 1, « Economie, société et non-violence »).

4) A propos de la Bretagne, s'affrontent déjà les tenants d'un pouvoir fort, étatique et centralisé (jacobins de diverses tendances) et les tenants d'une autonomie pure et simple (selon les uns) dans le cadre d'un mouvement fédéraliste européen (selon les autres).

5) Et que dire de cette phrase de Morvan Lebesque : « Etre breton signifie, bien au-delà, servir de son mieux son temps et les hommes. Car cette conscience devient pour beaucoup d'entre nous engagement politique et, logiquement, engagement à gauche » ?

6) Le problème breton est donc d'ordre politique ; à ce titre, il implique des réflexions et des choix sur des notions aussi importantes que l'autonomie, le fédéralisme, le droit à l'existence des minorités.

Durant l'année 1971, un groupe s'est constitué et projette de se retrouver en Bretagne en septembre, pour un mois, afin de participer au travail des habitants d'un village.

Septembre est le mois du ramassage des pommes de terre ; ce sera là la base concrète de notre vie commune.

Si vous désirez participer à la fois à ce travail des champs et à une étude locale des problèmes bretons, vous pouvez nous écrire afin de recevoir plus de renseignements.

**GROUPE ETUDE BRETAGNE**

Maison communautaire

145, rue Raymond-Losserand

Paris (14<sup>e</sup>)

## SEMAINE D'ACTION DU 24 AVRIL AU 1<sup>er</sup> MAI

### Affaire Robert Carlo

- Qui est Robert Carlo ?

Robert est un jeune électricien originaire de Plédran (Côtes-du-Nord). Il se présente lui-même en ces termes : « Je m'intéresse depuis très longtemps au sens propre de la vie. Je suis convaincu que la paix et un monde meilleur ne viendront pas avec les armes. Hélas ! ne connaissant pas de moyen pour ne pas faire de service militaire (afin de rester moi-même), j'ai été incorporé le 5 août 1970 à Montluçon, où j'ai fait quatre mois. A Mulhouse, je resterai un mois, et c'est le départ le 7 janvier 1971.

» Si je n'avais pas quitté l'armée, toute ma vie je me serais considéré comme un lâche qui a reculé devant la tâche que la vie lui a confiée. Je n'aurais plus été moi-même et ma vie n'aurait plus eu de sens ; ainsi j'ai écouté la voix de ma vie et ma raison d'être. Le malheur est que je n'ai pas connu le statut plus tôt, tout ça à cause de l'article 11 (relatif à l'information sur le statut)... »

- Après sa désertion de Mulhouse, Robert rencontre tout à fait par hasard un objecteur qui lui indique l'adresse du Comité rennais de soutien aux objecteurs de conscience. Nous avons envisagé diverses possibilités pour donner à ce cas le maximum de publicité, sans pour autant aggraver les conséquences juridiques envisageables (peine d'emprisonnement). Robert a aussitôt adressé à la commission juridictionnelle une demande d'octroi du statut d'objecteur. Compte tenu des conditions légales actuelles, celle-ci n'a évidemment pratiquement aucune chance d'aboutir.

Après les vacances de Pâques, qui retardaient notre action, nous avons retenu le principe d'une grève de la faim de plusieurs jours avec occupation d'une église située dans un quartier neuf de la ville (église Saint-Luc, à Villejean).

- Il est évident que le choix de l'église reposait essentiellement sur des raisons de sécurité. Nous espérons que le clergé local ne nous mettrait pas à la porte et que la police hésiterait quelque peu avant de venir cueillir un déserteur dans une église. Nos pronostics devaient se vérifier en grande partie.
- Le samedi 24 avril, à 14 h 30, nous nous installons donc dans le fond de l'église Saint-Luc avec couvertures, sacs de couchage,

affiches et tracts. L'un d'entre nous s'occupe de prévenir un des curés, qui s'abstient de toute réaction hostile et s'empresse de réunir ses collègues de la paroisse pour rédiger un communiqué en termes très diplomatiques. L'Evêché, prévenu plus tard, sans publier aucun communiqué, fait savoir qu'il ne fera pas appel à la police.

Nous recevons bien vite une visite « discrète » des Renseignements généraux. Il apparaît dès lors que nous serons tranquilles de ce côté au moins pour le week-end. Nous avons prévenu la presse dès les premiers moments, et notre travail d'information commence par une distribution de tracts dans le quartier.

- En accord avec Robert Carlo, nous avons décidé de donner deux aspects à notre information :

Le cas particulier de Robert.

Les « imperfections » du statut (limitation du délai de quinze jours et prise en considération des seuls motifs religieux et philosophiques) qui réduisent en fait considérablement sa portée.

- Nous recevons d'assez nombreuses visites. Certains (catholiques intégristes notamment) sont résolument hostiles et ne craignent pas de l'exprimer, nous traitant de fainéants et s'indignant que « leur » église soit devenue un hôtel où se vautrent des individus plutôt louches. D'autres sont seulement curieux. D'autres, enfin, sont intéressés et s'informent sur l'objection de conscience, sur les modalités d'octroi du statut, sur le travail effectué en service civil, etc. Parmi ces derniers, beaucoup de jeunes, mais également un groupe de chrétiens de la paroisse plus ou moins étroitement liés au P.S.U. Ces réactions diverses se poursuivront au cours de la semaine malgré une indéniable raréfaction des visites, le record ayant été atteint dès le dimanche.
- En accord avec le curé, nous avons décidé de quitter l'église pendant les offices et la nuit. Nous nous retirons alors dans une salle de catéchisme communiquant avec l'église. Huit personnes, dont deux ouvriers et deux filles, participent en permanence à la grève de la faim. Outre ces permanents, plusieurs viennent occasionnellement pour un ou plusieurs jours.
- L'effort d'information se développe à travers la ville par voie d'affiches et par bombage à la peinture sur les murs (ce procédé suscitant certaines controverses au sein du groupe) ; les milieux universitaires sont touchés par l'affichage dans les restaurants et les facs.

- Le groupe ne trouve pas pour autant sa cohérence. Un certain clivage persiste en fait entre ceux qui s'attachent au principe de la non-violence et ceux qui agissent sans se préoccuper de savoir si leur action est violente ou non (par abus de simplification, ces derniers furent souvent qualifiés de « violents »). En toute hypothèse, ces deux groupes réussiront néanmoins pendant plusieurs jours à donner à l'action un minimum d'unité. Il avait d'ailleurs été admis à l'origine que cette semaine resterait non violente, ayant pour base la situation particulière d'un non-violent.
- Pour relancer un peu l'information, nous organisons le mardi, à 17 h 30, au centre de la ville, un enchaînement symbolique. Cinq personnes y participent et restent ainsi enchaînées environ une heure. La police intervient, les soumet à un contrôle d'identité et les relâche une heure plus tard.
- Le mercredi 28 avril, à 6 heures, des coups répétés sont frappés à la porte de notre local. Mal réveillé, l'un d'entre nous a le mauvais réflexe d'ouvrir et quinze flics en civil font aussitôt irruption dans notre dortoir de fortune. Après lecture du mandat d'amener, ils procèdent à l'arrestation de Robert Carlo, qui n'oppose aucune résistance et sera aussitôt transféré à la maison d'arrêt de Metz (la désertion ayant eu lieu à Mulhouse). Nous avions pensé pouvoir exploiter une quelconque violation de domicile opérée par la police. Comme nous avons ouvert de notre plein gré, cet argument n'est plus exploitable. Néanmoins, l'avis du curé n'a pas été sollicité en l'espèce et l'Archevêché n'a pas donné son accord (voir les coupures de presse).
- Après cet incident, seuls les « non-violents » continuent leur grève de la faim, les autres estimant qu'ils ont mieux à faire à l'extérieur de l'église. Il reste désormais quatre personnes qui poursuivent la grève de la faim depuis le début et trois ou quatre qui viennent à tour de rôle les rejoindre.
- Jeudi 29 avril. — Dans notre projet initial, l'action devait se terminer ce jour. Dans l'après-midi, quatre objecteurs se rendaient à la Foire-Exposition, profitant du fait qu'un général quelconque inaugurerait la journée de l'armée. Après avoir distribué des tracts sur le service civil, deux d'entre eux se postaient avec des panneaux à l'entrée du pavillon de l'armée. Ils étaient appréhendés au bout d'un quart d'heure, soumis à un contrôle d'identité, puis relâchés. Un meeting était prévu pour le soir ; il devait être suivi d'une sortie des grévistes de la faim au cours de laquelle Robert Carlo se serait fait arrêter. Le tout éven-

tuellement assaisonné d'un enchaînement. Compte tenu de la publicité faite pour le meeting, qui est maintenu, nous pensons avoir un public assez nombreux. En fonction de l'ambiance du moment, nous déciderons d'une manifestation s'il apparaît que celle-ci peut être silencieuse et non violente. Sans approuver nécessairement cette modalité d'action, la tendance dite « politique » du comité de soutien ne cherche pas à entraver la manifestation, qui est finalement décidée. Le meeting a été l'occasion de résumer les événements, de présenter la diversité de l'objection de conscience et de fournir quelques indications pratiques pour l'obtention des renseignements complémentaires. Les 400 participants se forment alors en un cortège silencieux précédé de pancartes explicatives. L'ensemble est arrêté un kilomètre plus loin, les C.R.S. barrant toutes les voies d'accès au centre de la ville. Une partie des manifestants s'assoient alors sur la chaussée « en attendant que cela se passe ». Après un entretien avec le chef de la Sûreté, il apparaît que les flics s'opposeront par tout moyen à ce que nous atteignons la caserne Mac-Mahon, but de notre marche. Ne pouvant pas compter sur suffisamment de personnes décidées à demeurer indéfiniment assises sur la chaussée, nous décidons la dispersion trois quarts d'heure plus tard.

Le soir nous exposons l'objection de conscience au cours d'une veillée organisée dans l'église par certains chrétiens de la paroisse. Au dehors, le curé tente d'apaiser quelques dizaines d'intégristes qui voudraient bien « nettoyer » leur église.

Les grévistes de la faim décidèrent de poursuivre leur mouvement jusqu'au samedi matin.

- Le bilan de cette semaine n'est pas immédiatement « palpable ». Nous pensons que cette action permettra, au moins, au tribunal de prendre Robert Carlo un peu plus au sérieux. Sur le plan local, nous pensons que le fait d'avoir dramatisé la situation a permis une plus large information sur l'objection de conscience. Nous demeurons toutefois conscients du fait que les intellectuels sont pratiquement les seuls à être au courant de l'existence d'un service civil.

Nous entendons poursuivre notre effort d'information pour toucher d'autres catégories.

P. B.

---

Comité rennais de soutien aux objecteurs de conscience.

---

Le Comité bordelais de soutien aux objecteurs de conscience est poursuivi pour :

- collage illicite sur un bâtiment public : la porte d'une église ;
- infraction à l'article 11. « Est interdite toute propagande sous quelque forme que ce soit, tendant à inciter autrui à bénéficier de la présente loi... ».

Rapports dressés par la gendarmerie de Montlieu et enquête du commissariat de Talence sur le Comité de soutien. Texte de l'affiche incriminée :

AVIS : le service militaire n'est pas obligatoire. Il existe un service civil. Loi n° 63.1255 du 21 décembre 1963.

C.B.S.O.C., 9, rue Debussy, 33-Talence

- débat interdit sur « non-violence et objection », 6 mai 71, à Jonzac (17), qui a lieu cependant et qui est interrompu par l'arrivée des gendarmes (référence à l'article 11).
- 

### l'objection politique

Un courant nouveau se dessine depuis quelque temps parmi les objecteurs ; un regroupement s'effectue maintenant autour de quelques camarades qui tentent de définir un refus révolutionnaire de l'armée. Ce groupe constate la rupture inévitable avec l'objection traditionnelle et en refuse l'idéalisme et l'individualisme. Le combat à mener n'est pas contre l'armée et la militarisation mais contre le capitalisme au sein duquel l'armée joue un rôle précis. De ce fait, le refus politique de l'armée sera un moment de la lutte contre le système et ce, au même titre que les autres formes de résistance à la conscription, l'in-

soumission, la désertion et la résistance à l'intérieur de l'armée.

Actuellement, une dizaine de camarades sont directement concernés par ce groupe de travail. Dominique Valton, pour sa part, a déjà essayé deux refus pour sa demande politique d'obtention du statut (cf. ANV n° 25). Un dossier sur l'armée et la militarisation est en cours de réalisation. Il permettra une plus vaste information sur le thème du refus politique de l'armée.

Nous donnons ci-dessous des extraits d'un texte publié par ce groupe.

---

L'objection politique est donc, dans cette perspective, une stratégie particulière dont on essaie de déterminer l'efficacité politique. Elle n'est pas une objection libertaire : la stratégie de la non-coopération n'est pas un absolu ; et si on l'accepte ce n'est pas « pour être en accord avec ses idées » (ce n'est pas parce qu'on dénonce le rôle de l'armée bourgeoise qu'on refuse a priori d'y entrer).

L'intérêt de la démarche n'en est pas moins certain (tant que le pouvoir n'aura pas colmaté cette brèche !). L'objection politique représente une forme de radicalisation des luttes : l'ennemi de classe est affronté de face. La publicité qui peut être donnée à l'affrontement est l'occasion de diffuser une information considérable sur

toutes les luttes (insoumission, désertion, et surtout révolte du contingent) menées sur le front de l'armée et qui exigent parfois une certaine clandestinité. L'objection politique n'est donc pas une attitude privilégiée : son objectif, limité, est d'être le relais de combats qui se mènent ailleurs.

Il est évident, en effet, que tous les jeunes ne peuvent pas se permettre de faire objection : trois ans d'incarcération, c'est un risque qu'il n'est pas payant de faire courir à tout le monde ; deux ans de « service civil » ? l'évolution actuelle de la situation — rôle de plus en plus répressif des associations employant des objecteurs, adhésion idéologique quasi obligatoire, contrats de travail (cf. la participation gaulliste et les contrats de progrès Chaban-Delmas) — est particulièrement significative de ce qu'a été le service civil : une récupération totale et mystificatrice.

Par ailleurs, il paraît curieux de voir que certains ont la conscience tranquillisée parce que la loi leur permet de ne jamais porter le titre de militaire et de toujours garder celui de « civil ». Politiquement, c'est une attitude absurde ! Ils feraient bien mieux, ceux qui tiennent à se soulager la conscience, de lutter activement contre les causes actuelles de la militarisation, et de la réduire en donnant même, s'il le faut, des armes aux masses populaires qui en sont les victimes, plutôt que de refuser, en métaphysiciens, la militarisation en général.

Ces positions n'impliquent pas, du moins pour tous, un abandon des méthodes d'action non violentes. Il est certain que, dans le passé, la non-violence a ponctuellement fait la preuve de son efficacité. Mais l'important est de déterminer d'abord, sans ambiguïté, les objectifs politiques à atteindre : Gandhi lui-même, quelle qu'ait pu être l'efficacité de sa démarche exclusivement non violente pour la décolonisation de l'Inde, est un ennemi de classe des masses lorsque, refusant la remise en cause des structures sociales très hiérarchisées (patriarcales, répressives) de son pays, il la remet aux mains d'une bourgeoisie dont il apparaît clairement qu'elle s'est fait le relais de l'impérialisme des nations surdéveloppées. En aucun cas, donc, pour nous, objecteurs politiques, la non-violence ne peut être un *a priori* : elle présente un intérêt certain, mais demeure subordonnée à l'analyse politique de la situation ainsi qu'à l'exigence d'efficacité dans l'action.

Ces quelques remarques ne recevraient vraisemblablement pas l'adhésion inconditionnelle des membres du groupe « Objection politique » ; elles définissent simplement une physionomie générale de l'état actuel de notre réflexion. C'est un point de repère.

Lettre de soutien proposée par le groupe de travail « Objection politique »  
et envoyée au ministre de la Défense nationale.

Monsieur le Ministre,

Nous sommes solidaires des luttes contre l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes : salaires de misère, cadences abrutissantes, spéculation outrancière pour une rentabilisation accrue, hiérarchisation extrême des responsabilités et des salaires, chantage au chômage, logements casernés, etc.

Notre vie quotidienne nous apprend que seule une minorité dont l'objectif unique est la recherche du profit, possède les moyens de production et le pouvoir.

L'armée est l'instrument indispensable au service de la classe dirigeante :

- au niveau idéologique : par l'embrigadement, le conditionnement de la jeunesse et l'apprentissage de la soumission ;

- au niveau politique : sur le plan extérieur elle est l'instrument indispensable de l'impérialisme français (Tchad, coopération, etc.) ; sur le plan intérieur elle joue le rôle de répression et d'intimidation de tout mouvement populaire (brisure de grève, menace d'intervention en cas de conflits sociaux) ;

- au niveau économique : elle joue le rôle d'absorption du surplus de la production capitaliste ; la vente d'armes est un moyen de pénétration politico-économique de première importance (Espagne, Libye, Afrique du Sud, Brésil, Portugal).

Parmi les luttes contre cette armée (désertion, insoumission, luttes à l'intérieur de l'armée), François Marquet (Caen), Bernard Péran (Paris), Michel Barbier et Dominique Valton (Nantes) ont choisi l'objection de conscience politique.

Le soussigné partage cette analyse, soutient toutes les luttes se situant dans les mêmes perspectives et demande la reconnaissance d'un statut politique.

Signature :

Pour toute information supplémentaire, s'adresser à Bernard Péran, S.O.C., 6, impasse Popincourt, Paris (11<sup>e</sup>).

---

**Compte rendu de la réunion des objecteurs de conscience  
du 13 juin 1971**

---

La présentation du texte de Dominique Valton, expliquant sa position, a donné lieu à une controverse. Certains auraient préféré se battre sur un texte plus précis, et ont proposé la recherche d'une base commune. Ils n'ont cependant pas nié l'interdépendance des questions.

Les différentes bases proposées sont :

- 1) Elargissement du statut à l'objection politique et abolition de la forclusion ;
- 2) Intégrer la lutte de Valton parmi les autres luttes antimilitaristes.

L'accord s'est fait sur les positions suivantes :

- 1) Grève limitée ou illimitée des objecteurs : Denis Foucher, S.C.I., 129, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris (9<sup>e</sup>), coordonne les propositions en ce sens. Lui écrire ;
- 2) Renvoi des livrets militaires : écrire à Jean Coulardeau, 49-Saint-Laurent-des-Autels ;
- 3) Lettre des objecteurs en service à Debré, expliquant que s'ils ont le statut, ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas de motivations politiques, mais tout simplement parce qu'ils n'en ont pas parlé dans leur lettre. Ils se déclarent solidaires de Dominique Valton et demandent le statut pour lui comme pour eux. Ecrire à Christian Buteau, 49, rue Planchat, Paris (20<sup>e</sup>).

Il est demandé à tous les C.S.O.C. de se mobiliser en permanence et de faire de l'information. Denis Foucher coordonne les propositions générales et demande à chacun de lui faire connaître les dates auxquelles il est susceptible de pouvoir participer à une action.

Une prochaine réunion de coordination générale aura lieu le 19 septembre près de Paris. D'ici là, Dominique Valton va se cacher pour être disponible pour une arrestation collective éventuelle après la réunion de septembre.

Bernard Péran n'a pas obtenu de réponse à sa demande de statut exprimée pour des motifs politiques. Son incorporation a été différée sur ordre du ministre.

François Marquer : Statut refusé.

Jean Coulardeau

## l'objection en Espagne

Un nouvel objecteur espagnol a refusé de se soumettre à l'incorporation le 10 mai dernier : il a été emprisonné. Il s'agit de Jorge Agullo Guerra, ouvrier à Alcoy, membre de la J.O.C.

Joan Baez a donné deux récitals, à Lyon et à Toulon, au profit des emprisonnés pour l'objection en Espagne et leur action.

« L'Union pacifiste de France »,

dans son numéro de juin 1971, publie intégralement le texte que Pepe a tenté de lire lors de son procès, le 23 avril. Ecrire à Thérèse Collet, 4, rue Lazare-Hoche, 92-Boulogne.

Nous rappelons notre supplément au n° 25 sur « L'objection de conscience en Espagne » et publions ci-après des extraits de lettres écrites par Pepe à sa famille.

### extraits de lettres de Pepe

*(...) Bien que je sois enfermé, le moral est bon et je vis intensément cette nouvelle expérience qui m'oblige à approfondir et à mettre à l'épreuve beaucoup de mes conceptions éthiques.*

*La prison est un monde de violence, conséquence et symbole de la société dans laquelle nous vivons. Le fait d'être entouré de murailles, la défiance des compagnons, le policier armé sur le mur, obligé de nous tirer dessus si nous voulons nous échapper, les rixes qui ont lieu quelquefois, le fait qu'on ferme à clef la cellule pour la nuit, les relations avec les fonctionnaires froids et autoritaires, à quelques exceptions près, etc., bref, vivre intensément ce drame, si bien que quelquefois j'ai peur de mûrir — de vieillir ? — trop, tout cela s'oppose à la foi que j'ai toujours eue envers les gens, à l'espérance et à la joie qui m'animent.*

*C'est une cure de repos, bien que ce ne soit pas seulement ça, mais quelque chose de plus, de beaucoup plus profond, inévitable pour quiconque est sensible à la souffrance.*

*J'espère gagner la partie (j'en suis sûr) et sortir d'ici avec le même caractère qu'avant, mais avec des motivations plus profondes (optimisme tragique, dit Mounier) et une expérience de la vie beaucoup plus riche...*

(...) La prison donne des occasions extraordinaires de réfléchir et je dois les mettre à profit... Ce n'est pas que je la flatte, mais il faut la situer dans sa dimension réelle...

(...) On m'a appris ce que sont les cachots et bien qu'ils soient durs (on n'a guère que les couvertures pendant le jour), je n'en ai pas peur.

(...) C'est impressionnant de voir à la TV les Américains marcher sur la lune, quand on est en prison, mangé par les poux, sans comprendre comment la société n'a pas dépassé ce stade.

(...) J'ai des livres et beaucoup de choses à faire ou à penser, et si tu ne t'emploies pas à penser à ce qu'il y a de bien dehors, c'est facilement supportable. Je ne sais pas jusqu'à quel point je supporterai, mais je crois que je peux en supporter beaucoup.

(...) J'ai commencé à donner une heure de classe, je suis entré dans la chorale... Il est possible de former un orchestre, et puis il y a des instruments. On m'a offert d'être bibliothécaire, responsable des sports, écrivain de l'école, etc, J'ai tout repoussé ; j'en fais déjà assez et je dois étudier et lire. En outre, je ne suis pas venu en prison pour être un fonctionnaire de plus... Nous allons essayer de faire un atelier de cuir repoussé.

(...) Les problèmes théoriques ne sont pas faciles à résoudre ; la vie, ce n'est pas les mathématiques et il y a beaucoup de problèmes sans solution claire ou dont la réponse d'aujourd'hui ne sera pas valable demain. Il y a des fois où la seule réponse est d'agir avec probité et d'espérer beaucoup et surtout de ne pas avoir peur, il n'y a pas de raison. On ne peut pas avoir de réponse à toutes les questions. Tout arrivera. La vie nous appartient... Les honneurs ne durent pas, ni le pouvoir, ni le luxe, mais ce qui est juste sera reconnu et cela nous donne une force invincible, la force de vérité, qui est la non-violence, et cette force exige agressivité, énergie, et n'a rien à voir avec la résignation passive, complice de l'injustice...

Beaucoup de courage à tous.

**Pepe**

Joël Chapelle a refusé son incorporation et il est incarcéré à Fresnes. Comme Sylvain Puttemans, toujours emprisonné à Loos-lès-Lille, il refuse le statut et tout compromis avec l'Etat. Pour le soutenir, ainsi que sa famille : C.C.P. 31-606-30, Jacques Moreau, LA SOURCE.

## le refus de l'impôt

Le refus de l'impôt, partiel ou total, se poursuit. Dans la mesure où les sanctions ne s'exercent qu'au plan administratif ou financier, le retentissement dans le grand public n'est pas très important. Cette action, cependant, tend à prendre un aspect collectif comme le montrent les deux dossiers que nous avons reçus, qui contiennent les lettres des différents « refuseurs » et l'exposé de leurs motivations. On peut s'en procurer en leur écrivant :

Jean-Marie et Claire Aubert, 24, rue du Grand-Clos, 45-Montargis.  
Gilbert et Francette Delarbre, 102, rue de la Vallée, 45-Amilly.  
Claude et Marlise Perret, 45, rue de la Nivelle, 45-Amilly.  
Robert Pirault, 2, rue du Lièvre-d'Or, 45-Orléans.  
Henri Riviere, 2, rue de l'Eglise, 45-Fleury-les-Aubrais.  
Vincent et Colette Roussel, Le Chesnoy, 45-Montargis.  
Marie-Claire Roux, 22, rue de la Bourie-Rouge, 45-Orléans.

Pour l'autre dossier :

Marie Laffranque, 23, rue Brouardel, 31-Toulouse.  
Christian Verdun, 27, rue de la Salanque, 66-Perpignan.  
Geneviève Pizzuto, école maternelle, 82-Nègrepelisse.  
M. et Mme Calmels, école, Belvianes, 11-Quillan.  
Michel Pringault, 2, place de la Daurade, 31-Toulouse.

Il resterait à souhaiter que les différents « refuseurs » (et il y en a d'autres) fassent un bilan critique collectif de leur action dont l'efficacité est mise en doute même parmi les amis proches.

---

## GOURRIER

*Première réponse aux questions de la première partie du numéro 24. Il y a des gens, peut-être moi, par exemple, qui ont l'air de purs « consommateurs » d'A.N.V. parce qu'ils n'y écrivent pas ni ne vous répondent toujours vite et comme vous l'espérez. Cela ne veut pas dire qu'ils ne « produisent » pas ailleurs, ou sous d'autres formes. Il y a une sève qui circule, ça me paraît certain.*

M.L.

# VOCABULAIRE

Lors d'un cours d'instruction civique, j'ai demandé à 46 élèves ce que représentaient pour eux un certain nombre de termes du langage politique. Voici le résultat de ce « sondage » opéré auprès de filles et de garçons de troisième (15 à 16 ans).

**A** : Termes à définir ou à expliciter par un exemple.

**B** : Notions claires, concepts suffisamment assimilés.

**C** : Notions imprécises ou incomplètes.

**D** : Notions totalement inconnues, définitions fantaisistes.

**E** : Pas de réponse.

A	B	C	D	E
DEMOCRATIE	14	13	11	8
SUFFRAGE UNIVERSEL	9	17	11	9
PARTI POLITIQUE	4	29	9	4
CAPITALISME	5	15	6	20
SOCIALISME	1	18	16	11
COMMUNISME	2	28	12	4
SYNDICAT	15	9	13	9
REVOLUTION	5	33	6	2
COUP D'ETAT	12	15	15	3
NON-VIOLENCE	5	25	8	8

Il va sans dire que je n'ai pas fait de discrimination idéologique entre les diverses réponses que j'ai obtenues, et que j'ai classé dans la colonne **B** toutes les définitions impliquant une connaissance de la notion, qu'elles comportent une réaction positive ou non. Par exemple, j'ai classé dans la **B** comme définitions valables de la démocratie : gouvernement du peuple ; droit de tous au pouvoir ; pays libre ; le peuple fait la loi (sans intermédiaire) ; la population peut s'exprimer sur le gouvernement, etc.

Sur le même terme, j'ai classé dans la colonne **C** : un régime politique ; assemblée de démocrates ; gouvernement de gauche ; parti politique, etc., et dans la colonne **D** : gouvernement avec un roi ; ensemble de ministres ; problème de la nation, etc.

Je donne ci-dessous les réponses les plus typiques pour les autres termes à définir.

### **COUP D'ETAT**

**B** : Changement de gouvernement par la force ; les militaires prennent le pouvoir ; renversement d'un régime, généralement par l'armée, etc.

**C** : Changement de gouvernement ; remplacer un président ; crise de gouvernement ; changement subit de politique, etc.

**D** : Révolte populaire ; action de ministres ; changement à la suite d'un vote ; départ d'un roi, etc.

### **SUFFRAGE UNIVERSEL**

**B** : Droit de vote pour tous, à 21 ans.

**C** : Montre la volonté de la population ; permet d'élire le chef de l'Etat.

**D** : Il faut avoir la majorité pour être élu ; gouvernement du peuple.

### **PARTI POLITIQUE**

**B** : Organisation qui a pour but de gouverner.

**C** : Groupe de gens ayant les mêmes opinions politiques.

**D** : Une idée différente ; divise un pays ; amène la guerre ; parti opposé au gouvernement etc.

### **CAPITALISME**

**B** : Tout pour l'argent ; la droite, les patrons ; liberté d'entreprise plus droit de propriété.

**C** : Egoïsme ; banques ; opposé du communisme ; démocratie.

**D** : Ambassade ; s'occupent des ressources de l'Etat, etc.

### **SOCIALISME**

**B** : Mode de gouvernement avec des lois sociales.

**C** : Egalité ; classe ouvrière ; entraide ; doctrine basée sur l'intérêt des travailleurs ; partage, etc.

**D** : Religion plus séparation de biens ; gouvernement de droite ; contre le racisme ; aide aux familles, etc.

## **COMMUNISME**

B : Doctrine marxiste-léniniste ; les moyens de production appartiennent au prolétariat.

C : Parti révolutionnaire, égalitaire ; on travaille plus et on est moins libre ; contre le gauchisme ; égalité sociale, etc.

D : Parti de droite ; contre les lois (exemple Mitterrand) ; vie en communauté ; pour le Marché commun, etc.

## **SYNDICAT**

B : Défense des ouvriers, exemple, C.G.T., C.F.D.T., F.O. ; organisation sociale de lutte.

C : Commandent aux travailleurs ; permettent les grèves ; groupe d'action, etc.

D : Augmentation des prix ; parti politique, etc.

## **REVOLUTION**

B : Soulèvement du peuple pour renverser le régime ; amène souvent la guerre civile ; changement brusque et violent de politique.

C : Rébellion ; mécontentement, désir de changer les lois ;

D : Changement de gouvernement ; nouvelle société, réunion politique, etc.

## **NON-VIOLENCE**

B : Protestation sans violence ; contre la guerre ; exemples : Luther King, les hippies ; lutter pour obtenir des lois sans guerre et sans révolution ; utilisation du boycott, etc.

C : La paix ; pas de richesses superflues ; négociation ; patience et bonté, etc.

D : Pays bien gouverné ; ne pas violer les lois ; ne pas se battre, etc.

---

Avec toutes les réserves quant au caractère scientifique de ce travail (certaines réponses sont bien difficiles à classer !) il est quand même révélateur de la difficulté de se faire comprendre quand on emploie ces termes en public. D'autre part, j'aimerais bien avoir un échantillonnage de réponses plus important et de provenance plus diverse pour pouvoir en tirer des leçons ; je lance donc un appel aux apprentis « sondeurs » qui sont intéressés à collaborer.

**M. Bouquet.**

## COURRIER

Voici un bref panorama de l'action que j'ai entreprise : Tout d'abord, il m'a fallu approfondir mes idées sur ce sujet (la non violence m'était alors pratiquement inconnue). Je n'ai pas d'ailleurs la prétention de la connaître bien encore à l'heure actuelle. Votre revue, des discussions multiples avec des profs de philo et des élèves, dans différentes classes du lycée (j'ai fait plusieurs exposés-débats sur le thème : « Anarchisme et non-violence ») m'ont beaucoup aidé dans cette recherche constante de la vérité.

Nous avons (des camarades non violents, pas forcément anarchistes d'ailleurs) fait venir le pasteur René Cruse, qui a donné une conférence-débat sur le thème : « Non-Violence et lutte de classes », à la mairie de Nevers, le 12 mai (auditoire : cent à deux cents personnes). De cette rencontre est né le projet de former un groupe d'objecteurs, destiné à faire connaître l'objection de conscience, à dénoncer l'armée, et surtout à encourager l'objection collective à caractère politique.

En ce qui concerne plus spécialement l'anarchie, nous avons sorti un tract d'information sur l'anarchie en général et cette semaine nous avons tiré un canard anar (toutes tendances, mais fortement teinté situ), distribué sur le lycée soit gratuitement, soit 0,20 F (ou plus..., juste pour couvrir les frais de papier). J'ai inséré un article dont une grande partie a été tirée des « données fondamentales » (« A.N.V. » n° 24, p. 21).

Cela dit, je dois bien constater que cette année a été plus riche en tentatives qu'en réalisations effectives. Le groupe anar de Nevers, où il y a quelques non-violents, est plus fantomatique que réel et ne dispose en tout cas d'aucune organisation. Néanmoins, et c'est réconfortant, le nombre de sympathisants anarchistes ne cesse d'augmenter, la prise de conscience politique devient de plus en plus nécessaire et effective chez beaucoup, en un mot, les idées libertaires travaillent en profondeur.

D.R.

Le C.S.O.C. parisien vient de retirer la plaquette « Objection au service militaire », mise à jour, sous forme d'un tiré à part d'« Alerte atomique ». A commander à Jacques Moreau, 168, bd Anatole-France, 93-SAINT-DENIS.

15 centimes l'exemplaire



## nous avons reçu :

- Le bulletin d'information, en français, de « Frente libertario », Amador Alvarez, 87, rue Patay, Paris-13<sup>e</sup>.
- « Solidarité ouvrière », mensuel ; Toublet, B.P. 31, 78-Saint-Cyr-l'École.
- « Acción libertaria », Humberto 1<sup>o</sup>. 1039, Buenos Aires, Rép. Argentina.
- « D'où vient, que veut, où va... l'anarchie ? », ronéoté, 16 pages. Sans adresse.
- « Le Lys rouge », n<sup>o</sup> 3-4, ronéoté, tribune libre du socialisme monarchique. Christian Masson, 45, av. Jean-Jaurès, 92-Suresnes. « Monarchie = anarchie + un. »
- « L'Anarchie, journal de l'ordre », ronéoté, Beaulaton, B.P. 48, 92-Antony.
- « Actuel », n<sup>o</sup> 9, mensuel, 60, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>,
- « La Voie de la Paix », B.P. 20. 14-Villiers-sur-Mer ; n<sup>o</sup> 220, juin-juillet 1971.
- « Une grande grève ardennaise, Revin en 1907 », par R. Szymanski : 56 p., 5 F.



Le 2<sup>e</sup> Festival international des objecteurs de conscience en Solidarité avec les objecteurs emprisonnés en France, en Espagne, en Suisse et ailleurs aura lieu à Besançon le 26 septembre 1971.

Qu'on se le dise !

Tous les groupes et artistes intéressés à se produire, gratuitement, doivent se mettre en rapport avec J.-P. Cattelain, 6, rue Lebeuf, 25-Besançon.

# ON LIQUIDE...

20/21 ..... 4 F

- introduction à l'autogestion.
- pour un marxisme libertaire.
- l'évangile de la non-violence.
- anarchistes catholiques.
- vinoba bhava.
- l'objection de conscience en france et en belgique.
- la non-violence en afrique du sud.
- bread and puppet.

22 **Stratégie de la révolution non violente** ..... 2 F

- texte de th. ébert commenté par anv.  
« Recherches libertaires » : présentation.

23 ..... 2 F

- un objecteur politique : daniel brochier.
- l'objection de conscience en espagne.
- territoires libérés, les crèches sauvages.
- italie 1969, les mécanismes de la provocation et de la répression.
- le mouvement anarchiste.
- « recherches libertaires ».
- un débat, marxisme et non-violence.

24 **Nous, un groupe ?** ..... 2 F

- « noir et rouge » : historique, groupe, revue.
- « anarchisme et non-violence » : historique, groupe, revue. annexes : — idées comme ça — projet de base — données fondamentales (première et deuxième versions) — groupe de partage — pour donner suite...
- groupes anglais.

25 ..... 2 F

- grèves de la faim.
- objection et répression.
- pour une conception dialectique de la non-violence.
- sur les postulats de l'anarchisme non violent.
- violence institutionnelle et violence contestataire.
- lettre de la prison de milan.

**L'objection de conscience en Espagne** ..... 1 F  
supplément au n° 25, mai 1971.

**Pour l'anarchisme**, par Nicolas Walter ..... 3 F  
numéro hors série, traduit de l'anglais.

- que croient les anarchistes ?
- les divers courants de l'anarchisme.
- que veulent les anarchistes ?
- que font les anarchistes ?

**...LE TOUT 20 F**

**OU PLUS.**

Des lecteurs, des sympathisants cherchent à prendre des contacts dans leur région : Dax, Rouen, Nevers. Nous écrire, nous transmettrons.

« Anarchisme et Non-Violence » n'est pas seulement une revue; les camarades qui l'animent s'emploient à entretenir entre eux et autour d'eux un dialogue permanent. Dans ce but les correspondants locaux se tiennent à la disposition de ceux qui à travers la lecture de la revue s'intéressent à ce courant de pensée et désirent s'associer de plus près à nos études, à nos recherches et à nos tentatives d'action.

## CORRESPONDANTS LOCAUX

ARDENNES : J. Turquin, 85, rte de Mézières, 08-Prix-lès-Mézières.  
BAS-RHIN : P. Sommermeyer, 37, bd d'Anvers, 67 - Strasbourg.  
EURE : M. Bouquet, 283, rue du Moulin-des-Murailles, 27 - Verneuil.  
HAUTE-GARONNE : D. Besançon, Cornebarrieu, 31 - Blagnac.  
VAR : M. Viaud, La Courtine, 83 - Ollioules.  
PARIS : A. Bernard, 23, allée de la Fontaine, 93 - Le Raincy  
J. Moreau, 168, bd Anatole-France, 93 - Saint-Denis.  
BELGIQUE : F. Destryker, 2e, av. des Droits-de-l'Homme, 1070 - Bruxelles.  
SUISSE : M. Enckell, 24, av. de Beaumont, 1012 - Lausanne.

Cahiers d'études trimestriels

Directeur de la publication : Anita Bernard

ABONNEMENT CINQ NUMEROS : 10 F.

Prix du numéro : 2 F

C.C.P. : Marcel Viaud, 2.298-84, Marseille

Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trim. 71 — C.P.P.P. n° 42 954.

Paris - Imprimerie La Ruche Ouvrière, 10, rue de Montmorency (3<sup>e</sup>)